INTRODUCTION

À l'heure où je commence ce livre, la plupart des personnes que je côtoie n'ont pas conscience de la maltraitance dont nous sommes quotidiennement l'objet, ni de la profonde rupture anthropologique à laquelle nous sommes confrontés.

Depuis cette période Covid que chacun semble vouloir oublier, rien n'est plus vraiment « comme avant », ce qui pourrait être une bonne nouvelle. Notre monde était suffisamment imparfait jusque-là, pour que l'idée d'en laisser une partie derrière nous ait pu réjouir le cœur de beaucoup. Sauf qu'il ne s'est pas amélioré du tout.

Que nous en soyons conscients ou non, les cinq dernières années nous ont meurtri. Nous portons désormais les stigmates des traitements imposés aux populations, mauvais traitements et traitements de masse, contestables dès le début de la crise.

Certains d'entre nous ont perdu des proches, aînés ou enfants, parfois sans pouvoir les accompagner pendant leurs derniers jours, sans revoir leurs visages et sans les conduire jusqu'à leur dernière demeure. Ceci est une première rupture anthropologique sur laquelle nous reviendrons plus loin.

Nos enfants ont souffert d'interruption sociale et éducative, lors de la fermeture des écoles, et pour les plus petits, de l'imposition d'un masque qui ne pouvait que perturber les apprentissages, ce qui fut confirmé par les études quelques mois plus tard.

Pour beaucoup, les conditions économiques de leur existence se sont brutalement dégradées, en commençant par celles des plus fragiles (indépendants, petits commerçants et artisans) dans un mouvement qui s'étendit, et s'étend encore, progressivement à tous.

Certains pays ont été plus épargnés que d'autres, grâce à des élites dirigeantes encore dévouées au bien commun. L'Inde notamment a fait preuve de l'antique sagesse dont elle est souvent gratifiée. D'autres, notamment parmi les pays occidentaux, ont pris des décisions beaucoup plus douteuses, pour des résultats plus dommageables. Nous verrons dans ces lignes que ce ne fut peut-être pas un hasard.

Mais surtout, et c'est sans doute là le plus remarquable, les populations ont été traitées par leurs dirigeants avec une brutalité, une inhumanité et un manque de respect de la dignité humaine qu'il me semble essentiel de nommer, pour qu'ils ne deviennent pas la norme, et pour que ceux qui les ont subis ouvrent les yeux et se redressent devant l'adversité.

Dans l'histoire de l'humanité, peu de périodes historiques auront été aussi déterminantes. Après les exactions inhumaines des deux guerres mondiales, beaucoup des boomers ont cru ingénument que l'horreur était dernière nous. Chaque génération ne naît-elle pas avec ce sentiment compréhensible que le meilleur est à venir et qu'elle en sera gratifiée ? Pour autant, il apparaît à de nombreux observateurs que ce à quoi nous avons affaire maintenant et que la crise dite du Covid a révélé dépasse en enjeux les crises du XX^{e} siècle. L'humanité s'est lourdement compromise dans les voies du matérialisme et la vénération du dieu argent, du moins une partie de ces « élites » qui prétendent la diriger même quand elles ne sont pas élues. Depuis longtemps déjà les orientations économiques, sociales, et même les décisions sanitaires, n'ont plus pour principale fin le bonheur de l'être humain, sa santé et sa prospérité, mais plutôt celle de minorités agissantes et d'intérêts obscurs qui se disent en charge mais n'agissent pas. Cette dégradation est antérieure au Covid : depuis plus de quarante ans en effet, les mêmes problèmes sont indéfiniment débattus : mauvaise gestion de l'immigration, de la pollution, de l'emploi, dégradation de l'enseignement, de la sécurité, du lien social – le fameux « vivre ensemble » qui se réduit de plus en plus à un « vivre face à face » comme le déclarait un ancien ministre de l'Intérieur. Plus récemment, c'est à la destruction méthodique de l'hôpital et à celle de notre souveraineté énergétique que nous avons assisté. Aucun début de solution ne semble jamais pouvoir être apporté, alors que ces questions sont débattues depuis plus de quarante ans par des acteurs économiques et politiques prétendument formés par les meilleures écoles aux fins de diriger le pays.

Au contraire, tout se dégrade.

Mais pas pour tout le monde.

Rien que pendant les années 2020-22, la richesse des principaux millionnaires, en France et dans le monde, s'est accrue de dizaines de milliards[1], tandis que de plus en plus de Français, étudiants, retraités modestes ou familles monoparentales, vont à la soupe populaire ou renoncent à se loger voire à se soigner. À ce rythme, les classes supérieures seront elles aussi bientôt atteintes, à travers la perte de valeur de leur patrimoine et le manque de débouchés pour leurs affaires. Quand un pays s'appauvrit, c'est tout son tissu social et humain qui périclite, et avec lui sa qualité de vie, sa culture, sa langue, son génie propre.

Mais alors posons-nous cette question naïve : ces problèmes sont-ils à ce point insurmontables qu'on ne puisse vraiment pas les régler ? Nos gouvernants ont-ils réellement le désir de trouver des solutions, comme ils le proclament en général avant chaque élection, ou bien sont-ils avant tout motivés par leur propre carrière et par la reproduction sociale décrite en son temps par Bourdieu[2] ?

Cette question est capitale, et elle en cache une autre : avons-nous affaire à de l'incompétence ? à de l'indifférence ? ou pire, à de la malveillance ? Les conséquences dans l'un ou l'autre cas s'avèreraient bien différentes. Car tout de même : tant d'intelligence pour si peu d'efficacité ? Est-ce réellement pensable ? Peut-on vraiment le croire ? Ou alors s'agit-il d'indifférence ? Après tout, tant que des problèmes demeurent, le pays a besoin d'hommes politiques ou de leaders qui lui promettent de les régler. Mais pourtant, ils ne les règlent pas. Est-il concevable qu'une partie au moins de ces élites occupe la place simplement parce qu'elle est narcissiquement et économiquement confortable, tout en regardant avec une indifférence désaffectée le pays se déliter et ses concitoyens souffrir ? Ce serait bien immonde. Enfin une autre hypothèse existe : celle de la malveillance. Depuis la gestion de la crise dite du Covid et le style de gouvernance qui a émergé à cette occasion, cette hypothèse ne peut plus être raisonnablement écartée. Elle sera débattue un peu plus loin dans ce livre.

Si nous sommes attentifs aux signes, si nous nous donnons le temps et la hauteur de vue, et acceptons de faire confiance à notre bon sens et à notre perspicacité, la crise dite du Covid que nous avons traversée nous a enseigné beaucoup, aussi bien sur le plan psychologique que politique, philosophique voire spirituel. Encore nous faut-il prendre le temps de décoder le réel par nous-mêmes, en partant de notre ressenti, de notre intelligence et de notre expérience. Encore faut-il nous réapproprier notre capacité à voir ce qui est sous nos yeux, à nous faire confiance et à penser par nous-mêmes. Encore faut-il enfin faire appel à la sagesse de nos anciens, aux bases philosophiques de notre culture humaniste qui a plus

que d'autres honoré l'être humain dans sa dignité, et dans sa nature libre et créatrice. Ce que nous risquons de comprendre alors ne sera peut-être pas confortable, et nous conduira sans doute à quelques lourdes désillusions sur l'époque, mais c'est à ce prix que nos souffrances n'auront pas été totalement inutiles, et que nous pourrons espérer tracer des chemins d'avenir plus conformes à notre dignité.

Comme beaucoup des personnes que j'accompagne, j'ai vécu les cinq dernières années dans un processus d'effarement et d'inquiétude dans lequel, progressivement, les pièces du puzzle semblaient s'ajuster. J'ai vu beaucoup de souffrances, et une énergie considérable être déployée non pas pour améliorer le système, mais juste pour tenter de le faire perdurer. Il m'est finalement apparu, comme à d'autres je crois, que nous étions à une croisée des chemins, et que le système ne pourrait pas se prolonger longtemps ainsi. Le matérialisme, l'intrusion par l'État dans la vie de l'individu, qui a de moins en moins voix au chapitre concernant son propre destin, ses choix professionnels, sa santé, sa libre expression, ses droits les plus élémentaires, sont incompatibles avec la démocratie. Il est devenu clair pour beaucoup de nos concitoyens que plus l'État nous parle de protections et de libertés, plus il nous les ôte ; plus il prétend vouloir notre bonheur, plus il l'entrave dans des charges et lois insupportables pour tous ; plus il nous incite au respect du prochain et au vivre ensemble, et plus il nous en rend les conditions difficiles. Cette contradiction entre les objectifs affichés, les valeurs affirmées et la réalité des conditions disponibles a rappelé à la psychologue que je suis une organisation psychique pathologique et dangereuse dont nos patients sont si souvent victimes : la perversion.

La perversion n'est pas qu'une déviance individuelle, ou une psychopathologie de l'individu. Elle est aussi un système qui en tant que tel peut s'étendre au groupe social dans son ensemble pour devenir un mode de gestion des entreprises et de la société tout entière. Ce système est d'autant plus destructeur qu'il agit sournoisement, en affichant des valeurs et des objectifs en réalité inverses à ce que son action promeut. La victime bernée par ce discours éthique et séduisant se persuade de son bien-fondé et surtout, surtout, ne peut imaginer qu'on la traite avec tant de cynisme.

Si nous transposons ce processus de la perversion à la gestion de la cité, il est à craindre que le citoyen, trop perturbé dans sa représentation idéalisée d'un « État-nounou », ne puisse pas imaginer qu'on lui mente et qu'on le trahisse à ce point. Et ce d'autant moins que les élites gouvernantes qui le dirigent lui ont souvent été données en exemple dans un pays où le prestige des grandes écoles est parfois moqué, mais rarement remis en question.

C'est pourquoi j'ai voulu écrire ce livre, en hommage à tous ceux qui ont souffert et souffriront encore, qu'ils en soient conscients ou non, car la personne ou le peuple victimes de perversion met souvent un temps très long à s'en rendre compte, et retourne la responsabilité de son mal-être contre lui-même, comme « on » nous y a incité durant la crise Covid. Pour sortir de cet étau, la victime aura souvent besoin de l'intervention bienveillante d'un tiers, de son psychologue par exemple, pour commencer à entrevoir qu'elle a été prise dans un terrible piège, présenté comme la solution la meilleure à un problème par ailleurs créé de toutes pièces. Si elle ne se résout pas à adhérer à la solution proposée, au discours tenu, elle sera alors taxée d'ignorante ou de déviante.

Mon objectif dans les pages qui viennent sera donc de décrire comment nous autres citoyens français, mais pas seulement nous, sommes aujourd'hui gérés par une gouvernance perverse, composée d'un ensemble de forces dont les buts ne sont pas précisément le bien commun de la population. Je tenterai de montrer comment la perversion prépare et introduit un système de plus en plus totalitaire, c'est-à-dire laissant de moins en moins de choix et de liberté à ceux qui le composent.

Pour cela, je commencerai par définir un peu précisément ce qu'est la perversion en psychopathologie, puis je reviendrai sur la gestion de la crise et ses conséquences humaines, en tant qu'elle a révélé cette perversion agissante. Je développerai le constat d'une dérive anthropologique que je ne suis pas la seule à considérer comme grave et menaçante pour l'avenir de notre pays, et de l'humanité tout entière[3]. Je montrerai comment cette dérive a pris racine depuis plusieurs décennies déjà, et cherche à nous conduire vers un mode de vie et de gouvernance où la liberté des populations et la dimension la plus noble de l'être humain ne seraient plus qu'un lointain souvenir.

Je tenterai de décrire cette gouvernance perverse dans ses ressorts et ses manigances, dans l'espoir qu'ils deviennent familiers à tous. Car ce que nous avons vécu n'est qu'une étape vers un monde où les populations seraient encore plus surveillées, contrôlées, pucées et traçables exactement comme des objets de consommation.

C'est en tout cas le projet avoué du Forum économique mondial de Davos et autres Comités de puissants[4], qui l'écrivent noir sur blanc, et nous le proposent bien sûr pour notre bien. Ce Grand Reset[5], dont le programme n'a rien d'enthousiasmant, se met en place hors de toute consultation démocratique, de tout vote voire de toutes informations données aux populations.

L'agenda du changement se décide et avance dans le silence assourdissant des médias, alors que des décisions très impactantes pour le destin des peuples et pour leurs libertés sont prises chaque jour dans des instances internationales non élues. Il est temps de comprendre de quoi il retourne. Il est temps de réaffirmer nos souverainetés individuelles et collectives, de faire corps ensemble pour la défense de nos modes de vie, de nos valeurs, et d'une vision de l'être humain conforme à son anthropologie. L'enjeu est essentiel, si nous voulons que nos enfants vivent une vie humaine dans un monde humain, et non une vie inhumaine dans un monde transhumain.